

RÉENGAGEMENT DES ÉTATS-UNIS DANS LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE: LE CAS DE LA SOUS-RÉGION AFRIQUE CENTRALE

Innocent M. Anchang, Directeur Général de *Trade and Investment Assistance Center (TIAC)*, Yaoundé-Cameroun.

28 décembre 2018

INTRODUCTION

Les relations entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne ont été amorcées dans les années 1960 après la colonisation. Pendant la guerre froide, elles se sont renforcées faisant de ces derniers des partenaires géopolitiques et stratégiques afin de contenir la propagation du communisme et l'influence de l'Union Soviétique. Après la guerre froide, ces relations se sont transformées pour intégrer une composante socio-économique.

La politique des États-Unis pour l'Afrique est multiforme. Elle est mise en œuvre à travers des textes du Congrès, de diverses agences et initiatives gouvernementales (USAID, USTDA, USTR, OPIC, Bureau des Affaires Africaines, AGOA, *Power Africa*, OPIC, MCC et une multitude d'autres).

La politique des États-Unis pour l'Afrique est multiforme. Elle est mise en œuvre à travers des textes du Congrès, de diverses agences et initiatives gouvernementales (USAID, USTDA, USTR, OPIC, Bureau des Affaires Africaines, AGOA, *Power Africa*, OPIC, MCC et une multitude d'autres).

Le secteur privé américain exerce diverses activités, comme celles des compagnies pétrolières internationales et d'autres multinationales (Exxon Mobil, GE). Les organisations non gouvernementales basées aux États-Unis bénéficient d'exonérations fiscales américaines pour apporter une aide et des secours dans de nombreux secteurs critiques tels que la santé, l'éducation et l'agriculture (Fondation Clinton, Fondation Bill et Melinda Gates, divers projets sur le paludisme et le VIH). Le *Peace Corps* est une initiative du Gouvernement fédéral américain créée en 1961 sous la présidence de John F. Kennedy. Sa mission est l'amitié, la paix mondiale, la formation et l'éducation, le développement et la compréhension du peuple américain. Leur présence continue depuis plus de quarante ans en Afrique

subaharienne est une démonstration concrète de l'engagement des États-Unis envers la région. Ils ont joué un rôle important dans le développement socio-économique du continent. Les États-Unis restent le partenaire le plus fiable et le plus respecté de l'Afrique.

L'intérêt des États-Unis pour l'Afrique subsaharienne a récemment diminué. Selon l'*USTR* Bureau des Affaires Africaines, les exportations des États-Unis vers l'Afrique subsaharienne s'élèveraient à environ 17,8 milliards d'euros, soit une baisse de 30% par rapport à 2014. Les exportations de l'Afrique subsaharienne représentaient environ 1,2% du total des exportations américaines. L'Afrique du Sud et le Nigéria ont représenté environ 50% de ces exportations, suivis de l'Éthiopie, de l'Angola et du Kenya. Les exportations de la région étaient principalement des ressources extractives. Les importations américaines en provenance de l'Afrique subsaharienne s'élevaient à 18,9 milliards en 2015, soit une baisse marquée de 63% par rapport à 2005. Le déficit commercial des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne était d'environ 1,0 milliard de dollars en 2015. Les échanges bilatéraux combinés avec les pays de l'AGOA, sont en baisse constante selon *AGOA info*. En 2012, cela représentait 66 milliards de dollars, en 2013, 61 milliards de dollars et en 2015, 36 milliards de dollars. Selon le Brookings Institute, les produits agricoles sont passés de 6,2% en 2001 à 2,2% en 2014.

Les États-Unis sont la plus grande économie du monde avec 23% de l'activité économique, suivis de la Chine avec 17%. Le rapport de l'OCDE estime que la Chine représentera 28% du PIB d'ici 2060, tandis que les États-Unis auront réduit leur nombre à 18%. .Cela ne prend pas en compte les revenus par capital et le niveau de vie. Les États-Unis maintiendront leur niveau de vie au-dessus de la plupart des pays. La croissance mondiale de 3% sera maintenue par les marchés émergents et les niveaux de vie vont fusionner. Le Secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, a prononcé le discours liminaire lors du sommet E.U-Afrique (*CCA summit*) le 14 juin 2018, encourageant les accords commerciaux bilatéraux entre les États-Unis et l'Afrique. "La question cruciale que les décideurs africains, y compris beaucoup d'entre vous, doivent poser est la suivante: alors que ces tendances à la hausse de la croissance se poursuivent, avec quels types de partenaires souhaitez-vous collaborer?"

À l'heure où les États-Unis se lancent dans des guerres commerciales avec la Chine, l'Europe, le Mexique et le Canada, l'Afrique demeure dans l'attente. En ce qui concerne le commerce et les investissements sur le continent, deux mythes ont vu le jour.

Le premier est *la recolonisation de l'Afrique par la Chine, grâce à des prêts remboursables, au moyen de PPP et de garanties souveraines, dans le cadre des projets dans lesquels les entreprises chinoises ont des capitaux propres*. Le deuxième mythe est *la ruée sur l'Afrique du Royaume-Uni, de la Russie et maintenant de l'Union européenne, basée sur divers indicateurs du potentiel de l'Afrique subsaharienne*.

Macky Sall, président du Sénégal, a déclaré: «*Tout ce que nous faisons avec la Chine est parfaitement maîtrisé, aussi bien du côté financier que de la dette.*» Le sujet le plus discuté aujourd'hui est le premier exposé sur la Chine, pour de nombreuses raisons.

LE DRAGON EST VENU FRAPPER

La Chine entretient des relations diplomatiques avec 53 des 54 pays membres de l'UA. Elle a invité 40 chefs d'États et de Gouvernements africains au Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Lors de l'ouverture du Forum le 3 septembre 2018, le Président Xi de la Chine a annoncé une enveloppe de 60 milliards de dollars destinée à l'aide, aux investissements et aux prêts à l'Afrique, afin de permettre la coopération multilatérale. Cela s'ajoute aux 60 milliards de dollars,



offerts il y a 3 ans en Afrique du Sud. La croissance de la classe moyenne en Chine, avec un besoin accru de ressources dans le secteur de l'énergie, a amené la Chine à conclure des partenariats avec des pays africains riches en ressources, pour l'énergie, des infrastructures et un marché de consommation pour les produits chinois. La Chine est le premier importateur mondial de pétrole et le plus grand consommateur d'énergie. Elle est prête à exploiter les ressources, compte tenu du potentiel, et à investir sur le continent, malgré les préoccupations liées aux risques politiques, à l'incertitude et à l'instabilité politique. Selon le *rapport MGI «Chine*

Afrique», la Chine est le premier partenaire économique de l’Afrique; car elle n'est plus une menace et a dépassé la France, l'Allemagne et les États-Unis sur le continent. Les échanges commerciaux se sont améliorés, passant de 15 milliards de dollars en 2001 à 188 milliards de dollars en 2015, l’*IFD* devant passer de 1 milliard en 2004 à 35 milliards en 2015.

Le Gouvernement chinois aide les entreprises publiques à investir dans la région en leur octroyant des prêts et en leur fournissant des garanties. (La banque chinoise d'import-export, le fonds Chine-Afrique pour le développement, financé par la Banque de développement de Chine). Le président chinois Xi s’engage dans une politique ambitieuse et coûteuse de «sortie» appelée «Initiative ceinture et route» (*BRI*). Il s’agit d’un projet d’investissement qui relie les pays d’Europe, d’Asie et d’Afrique à la Chine, par le biais de routes maritimes. Son objectif est de construire un marché commun qui intègre l’humanité pour un progrès partagé.

Les États-Unis accusent la Chine de manipulation de la monnaie afin d'abaisser les prix de leurs produits pour alimenter les exportations, ce qui entraîne un déficit commercial. On se plaint de la non-ingérence de la Chine dans la région, de violations des droits de l’homme, de non-respect des lois locales et de transparence. Cela a peu affecté l'appétit des Gouvernements africains de travailler avec la Chine. La plupart des pays voient en la Chine un partenaire omniprésent plus compatissant et fiable en matière d’infrastructures, de développement, de transfert de technologie.

La plupart des pays voient en la Chine un partenaire omniprésent plus compatissant et fiable en matière d’infrastructures, de développement, de transfert de technologie.

REGARD SUR L’ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS

L’évolution de la technologie a eu un impact sur les emplois dans l’Amérique rurale. Les fabricants américains peuvent s’associer à la diversification et aux investissements actuels dans les infrastructures, l’industrie et la fabrication en Afrique centrale. Des initiatives américaines telles que l’*AGOA* et *Power Africa* associeront des projets au financement d’équipements américains dans les domaines de l’agriculture, de la technologie et des énergies renouvelables. Les 3%

de la croissance économique mondiale seront concentrés sur les marchés émergents d'ici 2060. La région de l'Afrique centrale dispose de ressources et présente un potentiel en tant que marché émergent. Dans un article d'Aubrey Hubry, «*Dans une ère de ressources budgétaires limitées et marquée par la pensée 'America First', les décideurs élaborant les aspects commerciaux de la politique américano-africaine devraient se concentrer sur les secteurs dans lesquels les entreprises américaines ont un avantage concurrentiel distinct et ne sont pas contraignantes dans des zones qui ont longtemps été cédées à d'autres acteurs mondiaux* » (Escape to S Aubrey Hubry, Conseil chinois de l'Atlantique, Centre africain, septembre 2017).

Le manque de quorum à Eximbank États-Unis a empêché les fabricants



d'équipement et les entreprises américaines d'investir en Afrique centrale. En tant qu'agence officielle américaine de crédit à l'exportation, il est temps de repenser et tracer la voie à suivre et d'être compétitif sur le continent.

La meilleure utilisation des investissements menant au développement (en anglais *BUILD Act*) a été adoptée à la Chambre des représentants des États-Unis le 5 octobre 2018. Elle visait à réformer l'*Overseas Private Investment Corporation (OPIC)*; un organisme autonome, d'adaptation à l'évolution de la dynamique des investissements de la Chine sur le continent par le biais d'investissements contrôlés par l'État. C'est une opportunité d'investir en tant que partenaire financier en plus du financement de l'aide et du développement. Lors de la défense du projet de loi devant le Congrès, Ray Washburne, président et Directeur General de l'*OPIC*, a déclaré: «*En créant une institution américaine moderne de financement du développement, cette législation permettra aux États-Unis de mieux répondre aux besoins de développement colossaux du monde et de stimuler la croissance économique des marchés émergents. , tout en faisant progresser la politique étrangère et la compétitivité des États-Unis.*» Une combinaison de financements provenant de Eximbank Etats-Unis et du *BUILD Act* aidera les entreprises à obtenir des financements pour les initiatives AGOA, *Power Africa* et africaines. La banque fournit des financements commerciaux et des financements à l'exportation,

une assurance-crédit à l'exportation, des garanties de fonds de roulement aux entreprises américaines. Elles émettent des cautionnements de performance et des offres pour des projets locaux dans la région ainsi que des prêts à des acheteurs locaux pour l'importation de produits américains. Aux États-Unis, la *National Association of Manufacturers (NAM)* a fortement plaidé en faveur de sa nouvelle autorisation. Selon Stephen Ezell, Directeur de la politique d'innovation mondiale à la *Information Technology and Innovation Foundation (ITIF)*, le crédit à l'exportation à court terme des États-Unis représentait un centième de celui de la Chine, soit 375 milliards de dollars dont la fraction de 110 milliards de dollars est investie par la Corée, tandis que le Canada et le Japon dépassaient les États-Unis.

Le Secrétaire au commerce Ross a souligné l'importance des accords commerciaux bilatéraux par rapport aux accords multilatéraux plus vastes: "*Je pense que plus les nations africaines seront des partenaires des entreprises américaines, mieux les États-Unis et l'Afrique se porteront.*" Il est important que les entreprises américaines deviennent partenaires des entreprises d'Afrique centrale (CEMAC) pour le commerce direct et équitable: la région a beaucoup à offrir avec le manque apparent de visibilité des entreprises américaines par rapport à l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud.

LA COLLABORATION USA - AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Malgré l'effondrement des prix des matières premières, il y a lieu d'être optimiste en Afrique centrale en raison des actions entreprises par d'importantes parties prenantes. L'Union Africaine, dans son projet phare pour 2063, a lancé une initiative, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), visant à booster le commerce intra-africain de 12% en 2013 à 50% d'ici 2045, avec un marché de 1,2 milliard de personnes. L'objectif est que 30 pays membres ratifient l'accord d'ici décembre 2018, afin de respecter l'échéance de 2019. Un plan visant à stimuler le commerce intra-africain, y compris le marché unique du transport aérien africain (*MUTAA*). L'UA a déclaré l'année 2018 «Année africaine de la lutte contre la corruption». L'A.S.S prend son essor et se diversifie, l'Afrique centrale pareillement, car le potentiel agricole de l'Afrique atteindra 1 milliard de dollars d'ici 2030. Il existe des terres arables disponibles pour l'agriculture et des opportunités de transformation économique dans les énergies renouvelables, le numérique et les industries extractives. La balance commerciale à court terme pèse

davantage sur les États-Unis, mais il ne faut pas négliger les avantages à long terme du commerce avec la région, car les États-Unis vont imposer des partenariats géopolitiques et stratégiques avec le continent. La balance commerciale à court terme pèse davantage sur la partie américaine, mais les avantages à long terme du commerce avec la région n'est pas à négliger, car les États-Unis renforceront des partenariats stratégiques avec le continent.

La balance commerciale à court terme pèse davantage sur la partie américaine, mais les avantages à long terme du commerce avec la région n'est pas à négliger, car les États-Unis renforceront des partenariats stratégiques avec le continent.

LA SOUS-REGION CEMAC

La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (*CEMAC*) est composée du Cameroun, de la République centrafricaine (*RCA*), du Tchad, de la République du Congo, de la Guinée équatoriale et du Gabon. La région a une population combinée d'environ 40 millions de personnes. Le Cameroun, pays à



revenu intermédiaire, compte la plus grande population de 23 millions d'habitants. Il constitue un point d'entrée dans la région, fondé sur des avantages concurrentiels et comparatifs. Le rythme d'intégration en Afrique à mesure qu'il se développe un marché unique; avec une intégration accrue

en Afrique centrale est une ouverture pour les entreprises américaines dans la région. L'Afrique centrale, riche en ressources, avec le Cameroun comme portail, offre des opportunités dans des secteurs qui ne sont pas encore exploités. L'Ambassadeur des États-Unis, Peter Henry Barlerin, a souligné lors de l'un de ses dîners inauguraux, organisé à Douala par la Chambre de commerce américaine au Cameroun (*AMCHAM*), l'importance du Cameroun en tant que pôle économique de la région. Le Cameroun a élaboré dans le cadre de sa Vision 2035 des projets et des tendances en matière d'investissement dans divers secteurs. Il existe des opportunités dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de l'électricité, des sciences et technologies, des infrastructures, de la fabrication et de l'industrie.

L'AGOA est une plate-forme où les entreprises américaines peuvent exporter des produits en franchise de droits vers les marchés américains. Parmi les quelque 6000 produits éligibles, la région CEMAC est en retard sur l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Éthiopie et le Sénégal. Parmi les nombreuses raisons pour lesquelles l'AGOA n'a pas été mieux exploitée en Afrique centrale, il existe des problèmes d'échelle, de normes, de stockage et de transformation. L'AGOA est une opportunité pour développer les échanges compte tenu des incitations. C'est un moyen pour les fabricants américains de nouer des relations d'affaires en tant que partenaires techniques, dans les secteurs de la fabrication et de l'industrie, pour se conformer aux normes américaines. Le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer à Lomé, au Togo, a mis en garde sur la nécessité d'une amélioration de la réciprocité. L'AGOA ne durera pas éternellement, et les États-Unis recherchent un commerce direct et équitable. L'AGOA dans la région a été beaucoup commentée mais peu exploitée. La commissaire au commerce de l'UA, Fatima Haram Acyl, a déclaré que les groupes de réflexion et les universités pouvaient mieux se préparer pour le prochain sommet de l'AGOA. *Power Africa* est une initiative du président Obama visant à accroître l'efficacité de l'électricité sur le continent et, à l'instar de l'AGOA, elle est peu exploitée dans la région. La disponibilité de fonds pour financer des projets d'électrification dans la région offre un développement économique et des opportunités aux entreprises américaines du secteur manufacturier, des panneaux solaires, etc. Il est nécessaire de créer une synergie pour fusionner les initiatives *Power Africa* et AGOA. Leurs avantages sont interdépendants et interactifs en termes de stockage, de transformation et de productivité. *Power Africa* dispose d'un cadre qui travaille avec des investisseurs privés, des IFD et ONG. L'objectif est de générer de l'énergie, de connecter les utilisateurs au réseau et de libérer le potentiel. Il existe un potentiel hors réseau dans la région en ce qui concerne les panneaux solaires et éoliens pour assurer le stockage frigorifique et la distribution pour desservir les localités mal desservies ainsi que pour les entreprises. La contribution des deux secteurs aura un impact considérable sur la sous-région CEMAC. Les projets de l'AGOA et ceux de *Power Africa* peuvent être associés à des fonds pour le climat (à savoir le Tchad et le Nord du Cameroun) dotés de grandes terres arables et d'un potentiel solaire pour une agriculture à grande échelle.

La banque américaine Eximbank peut collaborer avec les *IFD* (*BAD* et *Afreximbank*) dans la région sur des projets à grande échelle. *Afreximbank* a signé un mémorandum d'entente avec le *World Trade Center Miami (WTCM)* pour les foires commerciales et un accès en tant qu'atelier à la plate-forme des associations du *World Trade Center*, pour des ressources, des échanges et un transfert de connaissances afin de créer et de renforcer les relations entre les deux continents. La Banque africaine de développement est déjà partenaire de *Power Africa*. Ils ont d'autres initiatives comme l'énergie durable pour tous (*SE4ALL*), le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (*FEDA*) et «Transformer le désert en énergie».

La *ZLECA* offre un accès diplomatique direct aux entreprises américaines par le biais de relations pouvant être renforcées lors de foires commerciales réciproques. *L'IATF*, récemment conclue, a été une occasion pour les entreprises américaines d'interagir avec des institutions telles qu'*Afreximbank* et la *BAD*, Finance islamique et d'autres institutions avec leurs ambassades locales afin de créer une synergie pour les échanges d'opportunités de marché ainsi que pour les investissements. *Rwanda 2020* sera mieux organisé s'il existe une plate-forme américaine pour *L'IATF* soutenue par *l'UA*, la *ZLECA* et les entreprises américaines.

Les sociétés de technologie américaines telles que *eBay*, *Amazon*, *Microsoft*, *Google* et *PayPal* ont le potentiel de promouvoir des activités fondamentales. Cela permettra à la sous-région *CEMAC* de développer des modèles commerciaux par le biais d'initiatives locales sur des plateformes *OTT*. La montée en Asie d'*Alibaba*, de *Tencent* et de *JD.com* fournit des exemples de l'impact de la technologie numérique. Dans un rapport de *PWC* en mars 2016 sur les perspectives du commerce de détail en Afrique subsaharienne et plus particulièrement au Cameroun; «Les perspectives de 2015 à 2020 sont plus encourageantes et la croissance devrait s'accélérer à une moyenne de 5,5% par an.

Avant la chute des prix des matières premières, les échanges dans la région avec les États-Unis concernaient principalement les ressources extractives. Les revenus issus des ressources extractives représentaient entre 65% et 85% du PIB de la plupart des pays. La région reste riche en ressources. L'augmentation actuelle des revenus tirés du pétrole et du gaz offre l'occasion d'inverser le mythe souvent répété de «*malédiction des ressources*». Les pays peuvent rembourser leur dette et investir dans des projets de développement. Les marchés de la sous-région

CEMAC doivent être renforcés par la technologie pour créer une uniformité. Les chefs d'État des pays membres se sont réunis à Ndjamena en 2017 sur le thème «*Intégration accélérée pour une CEMAC émergente*», afin d'améliorer les importations et les exemptions douanières par le biais de réglementations, afin de faciliter la technologie et l'innovation pour stimuler la croissance et le commerce intrarégional.

La politique commerciale des États-Unis est aujourd'hui de nature protectionniste et privilégie les échanges directs. Cela nécessite que les pays de la région repensent les modules antérieurs sur l'aide et le financement du développement en faveur de l'investissement. Ils devraient rechercher des accords réciproques, contraignants et enrichissants. Un changement de mentalité de cessation de conflit au profit de partenariats gagnant-gagnant.

Dans une présentation à la Commission du commerce international des États-Unis, Aubrey Hruby, chercheur principal au Centre africain du Conseil de l'Atlantique, a déclaré: "*L'acquisition de la priorité stratégique par les entités des secteurs public et privé est essentielle pour libérer l'avantage concurrentiel américain, élargir et approfondir les relations commerciales E.U-Afrique et maximiser les avantages pour les entreprises américaines et le peuple américain.*" Les déficits commerciaux sont maintenant considérés sous l'angle des exportations et des importations nettes. "*Bien sûr, un pays peut afficher un déficit ou un excédent commercial. En d'autres termes, il peut acheter plus de biens aux étrangers qu'il n'en vend ou inversement. Mais ce déséquilibre doit toujours être compensé par un déséquilibre correspondant du compte capital*", a expliqué Paul Krugman. C'est ce qui ressortait du *Harvard Business Review* en 1996. L'investissement des États-Unis dans la CEMAC et l'avantage des initiatives soutenues par le Gouvernement américain, telles que l'AGOA et *Power Africa*, sont restés timides, l'essentiel des exportations se faisant dans le secteur des industries extractives. Nos relations commerciales sont vitales à la fois pour la sécurité et la stabilité des États-Unis et de l'Afrique, mais nos relations avec l'Afrique doivent continuer de passer de «l'aide» au «commerce», a déclaré le Secrétaire américain, M. Ross.

La complexité qui caractérise la CEMAC revêt une importance particulière. Les États-Unis ont concentré l'essentiel de leurs investissements directs étrangers (IDE) en Afrique du Sud et en Afrique du Nord, en particulier au Maroc. Les raisons sont

nombreuses de manière à inclure le climat d'investissement, la facilité de faire des affaires et l'atténuation des risques.

Dans ce contexte, des conseils avisés et sophistiqués sont nécessaires. Les accords commerciaux doivent porter sur la compétitivité, protéger les industries nationales et créer des emplois. Une compréhension de la complexité de la région, parallèlement aux défis imposés aux investisseurs américains : Actionnaires, la loi anti-corruption américaine (Foreign Corrupt Practices Act), la U.S Security and Exchange Commission (SEC) et le Département de la Justice des Etats-Unis (DOJ).

RECOMMANDATIONS

Pour améliorer les relations entre les États-Unis et la CEMAC, il existe quelques recommandations pratiques et applicables:

1. Construction US-CEMAC avec des points de repère, sur les opportunités commerciales existantes, en mettant l'accent sur la vérification, la diligence raisonnable et la conformité. (*FCPA*).
2. Délimitation des secteurs dans lesquels les entreprises américaines ont un avantage comparatif.
3. Identification des projets prêts à démarrer ayant besoin de financement ou clés en main ayant besoin d'équipements et de compétences techniques.
4. Formation et renforcement des capacités sur les solutions de contexte local en matière d'adoption de technologies.
5. Les investisseurs américains créent un partenariat sur des initiatives américaines (*Power Africa*, AGOA) directement avec les communautés locales et les municipalités afin de produire de l'électricité, de compléter les réseaux existants ou de prendre de l'ampleur dans le secteur de l'agriculture.
6. Le rôle accru d'une plate-forme juridique pour conseiller et effectuer des consultations sur les régimes juridiques applicables.

CONCLUSION

Par le biais de politiques et de réglementations, les pays s'emploient à créer des environnements commerciaux favorables, à diversifier et à transformer leurs économies. Selon Mme Vera Songwe, présidente de la Commission économique pour l'Afrique, la corruption «*est plus puissante que toute autre injustice à laquelle nous, Africains, pourrions être confrontés*».

La politique des E.U - CEMAC ne devrait pas être totalement opposée au risque, mais suffisamment intelligente pour comprendre les défis et le marché potentiel des produits américains et des gains pour la région.

La politique des E.U - CEMAC ne devrait pas être totalement opposée au risque, mais suffisamment intelligent pour comprendre les défis et le marché potentiel pour les produits américains et les gains pour la région. Ceci est démontré par la forte présence de compagnies pétrolières internationales et autres multinationales dans la région. La région collabore avec le FMI par le biais de prêts structurés et contrôlés axés sur la relance économique, une monnaie stable, une responsabilité budgétaire et une croissance et un développement économiques durables à long terme. Le récit «New Frontier» (Nouvelle frontière) et la croissance de l'économie américaine (prix record depuis 2014) est un bon début.

Kevin Liu, président de l'*Asia Partners Group*, à propos de la nouvelle Route de la soie en Chine, a fait l'observation suivante: «*Le statut de superpuissance atteint par les États-Unis est en grande partie fondé sur la couverture de sécurité offerte à ses alliés. Géopolitiquement, la Chine a décidé il y a bien longtemps que la sécurité était une offre trop chère à faire. Au lieu de cela, cette nouvelle superpuissance peut offrir une connectivité* ». Dans d'autres secteurs, ils ont mis à disposition des liquidités pour les investisseurs.

Les États-Unis comprennent ce concept, tel qu'en témoigne la *BUILD act* d'octobre 2018. La région de la CEMAC offre une occasion unique pour les États-Unis de se surpasser et de rejoindre le nombre croissant d'investisseurs dans la région. Florie Liser, la nouvelle présidente du Conseil des entreprises pour l'Afrique, a souligné à juste titre qu' "*il y a de nombreux défis et opportunités que la politique américaine devrait relever, car nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer le deuxième marché en croissance rapide dans le monde ; l'urbanisation*

de toutes les régions ". L'économie américaine reste la plus forte du monde et sera bien servie à cet égard. La région, en partenariat avec les États-Unis, créera des opportunités pour la création de richesses et la stabilité socio-économique.

Le déni de responsabilité, les erreurs d'orthographe ou d'interprétation erronées ne sont pas intentionnels et TIAC est prêt à corriger et à s'adapter pour refléter l'intention initiale.

Innocent Manigha Anchang (J.D) est un avocat formé aux États-Unis et diplômé de la Thurgood Marshall School of Law de Houston, au Texas. Il est admis au barreau du Cameroun et est Directeur Général de Trade and Investment Assistance Center (TIAC) à Yaoundé au Cameroun. Il est membre de la Chambre de commerce américaine du Cameroun (AMCHAM) et de la Chambre de commerce africaine (CAC). Il entreprendra une série d'articles de fond pour discuter des possibilités d'investissement, des réalités, des attentes et des défis au Cameroun, aux États-Unis, Afrique et en Afrique subsaharienne plus particulièrement.